

Il faut un leadership solide et une mobilisation communautaire pour maîtriser la violence dans les écoles – vérificatrice générale

À publier le 11 juin – Il faudra un leadership solide et une mobilisation communautaire pour maintenir des milieux d'apprentissage sécuritaires dans les écoles de la Nouvelle-Écosse après des années d'omniprésence de la violence scolaire, affirme la vérificatrice générale de la Nouvelle-Écosse dans un nouveau rapport.

Pour commencer, le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance doit se doter d'une stratégie provinciale de gestion de la violence dans les écoles.

Les incidents de violence scolaire signalés à l'échelle de la Nouvelle-Écosse ont augmenté d'au moins 60 % au cours des sept dernières années (passant de 17 000 à 26 000 depuis 2017), et la moitié d'entre eux sont survenus dans le Centre régional pour l'éducation d'Halifax (CREH).

La violence scolaire a des effets sérieux et de longue durée sur la santé mentale, le bien-être et l'éducation des enfants. Les recherches démontrent que les enfants qui connaissent la violence scolaire obtiennent des résultats inférieurs en matière d'apprentissage et de santé.

Le nouvel audit, qui a examiné les incidents de violence dans les écoles, révèle que les politiques existantes comportent des faiblesses importantes pour bien gérer la violence croissante dans les écoles.

« La formation et la prévention n'ont pas suivi le rythme de croissance des incidents violents dans les écoles, de sorte que les éducateurs ne se sentent pas prêts à gérer ce genre de situations », fait observer Kim Adair.

Les éducateurs, y compris les enseignants et les aide-enseignants, ont besoin d'un milieu de travail sain et sécuritaire. Ils citent plusieurs facteurs pouvant expliquer la hausse prononcée de la violence, notamment les besoins de plus en plus diversifiés et complexes des élèves.

L'audit fait de plus remarquer que les parents et les tuteurs jouent un rôle essentiel dans l'engagement communautaire de maintenir des milieux d'apprentissage sécuritaires.

La situation exige désormais un effort plus ciblé qui n'est pas évident dans la *Politique provinciale sur le code de conduite* actuelle.

« Il n'existe pas d'approche cohésive de prévention et de gestion de la violence dans les écoles et son inexistence est manifeste – depuis les lacunes dans le *Code de conduite dans les écoles* à l'absence de suivi face aux incidents signalés. »

L'audit a mis au jour des faiblesses en ce qui a trait à la fiabilité et à l'exactitude des données sur la violence scolaire, ce qui signifie que le Ministère ne connaît pas la pleine ampleur de la violence dans les écoles de la Nouvelle-Écosse. Le fait que les éducateurs avouent ne pas toujours signaler les incidents exacerbe ce manque de fiabilité.

Notre équipe a effectué dans le cadre de l'audit des visites dans une demi-douzaine d'écoles – choisies en fonction de leurs emplacements, de leurs tailles et des niveaux de violence présents – et elle a interrogé des dizaines de membres du personnel, dont des directeurs, des enseignants et des aide-enseignants.

En plus de mener une enquête auprès de tous les éducateurs de la Nouvelle-Écosse, la vérificatrice générale et son équipe ont effectué des études plus détaillées au sein du CREH et du Conseil scolaire acadien provincial (CSAP).

La vérificatrice générale formule cinq recommandations au terme de l'audit, notamment assurer un suivi en ce qui a trait à la mise à jour de la *Politique provinciale sur le code de conduite dans les écoles* et l'adoption d'une stratégie provinciale intégrée en consultation avec les éducateurs pour lutter contre la violence dans les écoles.

« Il s'agit tout autant d'un enjeu de santé et sécurité au travail pour les éducateurs que d'un engagement à l'égard de l'amélioration de l'avenir de la province », conclut Adair.